

# ENFANTS ET FEMMES SEULS A LA RUE : OUVRONS LES YEUX

## Des enfants contraints de dormir à la rue en France

Près de 2.000 enfants sont contraints de dormir à la rue en France, selon la Fédération des Acteurs de la Solidarité et Unicef France. Des chiffres "alarmants", inédits et largement sous-évalués, car ne sont pas pris en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats, ou encore les mineurs non accompagnés.

Selon le baromètre publié ce mercredi 30 août par la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et Unicef France, près de 2.000 enfants sont contraints de dormir à la rue, faute de places d'hébergement d'urgence disponibles ou adaptées. "Les chiffres n'ont jamais été aussi alarmants

avec une augmentation du nombre d'enfants sans solution d'hébergement jamais atteint" depuis la mise en place de ce baromètre il y a cinq ans, souligne auprès de l'AFP la représentante de l'agence onusienne dans l'Hexagone, Adeline Hazan. Dans la nuit du 21 au 22 août, 3.735 personnes en famille

ayant composé le 115, le numéro d'appel d'urgence pour les personnes sans abri, n'ont pas pu être hébergées faute de places disponibles ou adaptées. Parmi elles, 1.990 étaient des enfants, dont 480 âgés de moins de trois ans. Près de 80% de ces 1.990 enfants ont déclaré avoir

déjà dormi dans la rue la veille de leur demande, précisent Unicef France et la FAS qui pointent une augmentation sur un an de plus de 20% d'enfants sans solution d'hébergement.

C'est un rude constat d'échec collectif", se désole mercredi sur France Info Pascal

bergement est due à ensemble de facteurs : "Une panne du logement social", "une politique migratoire telle que des familles n'ont pas accès au travail", évoque son président Pascal Brice. Des plaintes seront déposées contre les préfets qui ont recours à des critères de sélection.

Pascal Brice annonce par ailleurs que les associations "attaqueront en justice" les préfets qu'elles accusent "de mettre en place des critères de sélection" pour obtenir un hébergement d'urgence faute de place. L'Île-de-France est la région qui compte le plus grand nombre de personnes en fa-



Des tentes de sans-abris dans le 2<sup>e</sup> arrondissement de Lyon

Brice, président de la FAS. Il regrette que "les politiques d'hébergement d'urgence, du logement et des migrations" en place en France "ne parviennent pas à résoudre cette question, en dépit des moyens importants" alloués. Pour la FAS, la hausse du nombre d'enfants sans hé-

mille dont les demandes sont non pourvues (1 598). En région, la situation est également tendue, notamment en Auvergne Rhône Alpes (476), dans les Hauts-de-France (416) et en Occitanie (314).

source : AFP, 30 août 2023

# À Lyon aussi les données du Collectif Jamais Sans Toit sont édifiantes

## Un constat probablement sous-évalué

Les associations s'inquiètent du fait que 80% des enfants sans hébergement ont déclaré avoir déjà dormi à la rue la veille de leur demande d'hébergement. Cela témoigne, selon les organisations, du caractère généralement durable des parcours de rue. Elles soulignent que leur constat reste parcellaire. De nombreuses familles ne recourent pas au 115, tout comme les mineurs non-accompagnés à la rue, ou encore les personnes vivant en squats ou en bidonvilles.

L'Unicef France et la Fédération des Acteurs de la Solidarité exhortent le gouvernement à se donner les moyens d'honorer son engagement de "ne plus avoir aucun enfant à la rue", volonté affichée en octobre 2022 par le ministre du Logement de l'époque Olivier Klein. Car si la capacité du parc d'hébergement a été maintenue à 205 000 places durant l'hiver 2022-2023, les associations constatent une multiplication des remises à la rue depuis la fin de l'hiver, notamment "en raison de la baisse des moyens consacrés à l'hébergement d'urgence qui a conduit à la suppression de nombreuses places en hôtel". Cette situation s'est avérée critique cet été avec la vague de chaleur. Les organisations martèlent le "caractère dangereux et inadapté de la rue".

## Faciliter "l'accès des familles au logement ordinaire"

L'Unicef et la FAS estiment que l'hébergement hôtelier, hébergement d'urgence et temporaire, "ne permet pas de ré-

pondre aux besoins fondamentaux des 29 780 enfants qui y vivent". Ce sont au total "plus de 31 000 enfants qui attendent du gouvernement des actions ambitieuses". Pascal Brice, président de

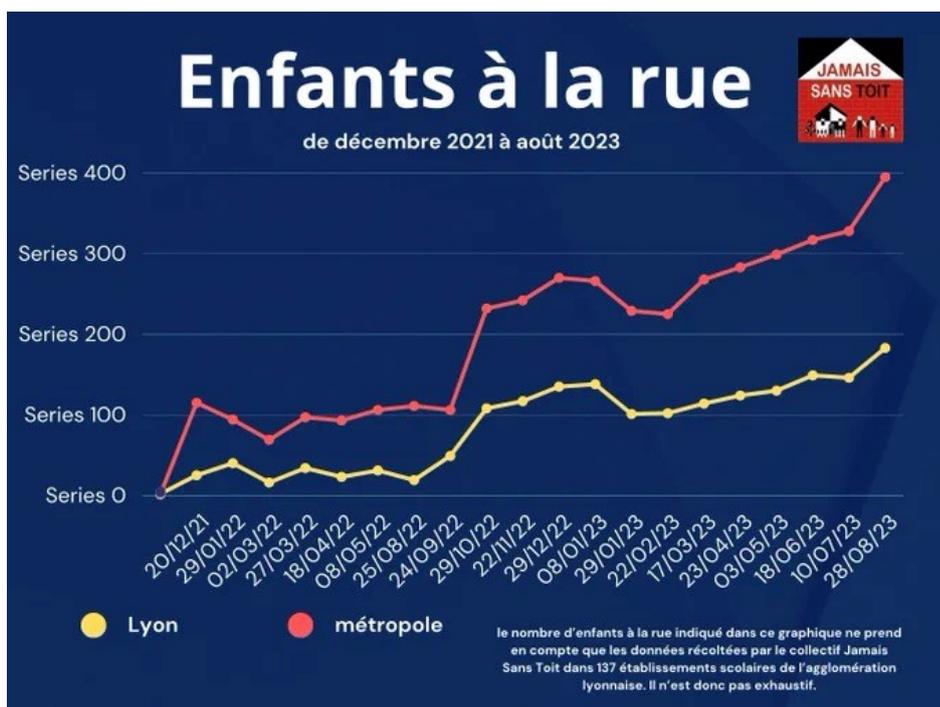
soient consacrés "des moyens suffisants pour que tous les enfants soient hébergés inconditionnellement et conformément à leur intérêt supérieur et pour que l'accès des familles au logement ordinaire

## Enfants sans domicile fixe : "C'est un angle mort des politiques publiques", dénonce la présidente de l'Unicef France

la FAS, demande "au gouvernement de cesser cette politique de fermetures d'hébergement d'urgence".

L'Unicef France et la FAS appellent ainsi les ministres "nouvellement nommés à mettre en œuvre une politique de la rue au logement portant une attention spécifique sur les enfants et agissant selon deux temporalités distinctes : l'urgence et le long terme". Elles plaident pour que

soit facilité". Pascal Brice réclame "des réponses structurelles urgentes". Le président de la FAS souhaite que l'exécutif prenne en compte ce constat dans "sa loi de finances rectificatives pour 2023, son budget 2024", il demande également "une loi de programmation" spécifique. "Un beau thème pour la réunion" prévue mercredi de tous les chefs de partis autour d'Emmanuel Macron.



## À Tours, en septembre, combien d'enfants et de femmes seuls à la rue ?

### Chaque jour les refus du 115 augmentent

Si en France, près de 2.000 enfants sont contraints de dormir à la rue, à Tours, la scandaleuse défaillance de l'hébergement d'urgence signalée en juin et juillet par nos associations et collectifs (notamment par le Collectif Pas d'Enfant à la rue et le Cercle de Silence de Tours) s'amplifie

en cette fin d'été (cf. bulletin n°117).

Au moment de la rentrée scolaire, combien d'enfants sont sans solution d'hébergement et quelle réaction collective prévoyons-nous ?

### La Mairie de Tours est interpellée

Depuis début septembre Chrétiens-Migrants, le Collectif Pas d'Enfants à la Rue mais aussi le CHU, le CCAS et d'autres as-

sociations signalent au Cabinet du Maire (Marie Quinton, Antonin Béranger), les situations d'urgence des familles qu'elles identifient. Pour que tous les interlocuteurs disposent des mêmes informations, Marie Quinton demande que chaque situation ne soit signalée qu'une seule fois avec les éléments suivants : nom, prénom, composition de la famille, éligibilité

ou non au logement social, éléments de vulnérabilité (notamment enfants en bas âge, femmes seules, femmes seules avec enfants, mineurs isolés filles et garçons).

Deux à trois fois par jour, les agents de service municipaux signalent par mail au SIAO les personnes sans solution tandis que le Cabinet du Maire renforce par un appel et appuie les situations selon les éléments dont il dispose.

Un groupe WhatsApp Signalement du Collectif Pas d'Enfants à la Rue a par ailleurs été créé dans l'idée que tous les signalements passent par ce canal. Antonin Béranger propose qu'un pont de situation soit fait entre les élus et le Collectif chaque trimestre.

### **Les associations de la Coordination Migrants sont impliquées**

Les listes des demandes d'hébergement faites à Chrétiens-Migrants pour les deux premières semaines de septembre 2023 (listes qui ont été envoyées à la Mairie) mettent en lumière l'importance des



chiffres d'enfants et de femmes à la rue. La liste nominative des 34 demandes différentes d'hébergement pour les deux semaines de septembre 2023, qui reprend le nombre de personnes ou de familles avec précision des âges, relève que 50 adultes et 39 enfants, soit au total 89 personnes, parmi lesquelles 15 femmes seules et 2 femmes enceintes, ont demandé l'aide de Chrétiens-Migrants pour se faire héberger. Moins de 40 % l'ont été. Quant aux chiffres des personnes vulnérables, relevés par une seule association et seulement pour les familles et les femmes seules avec ou sans enfants (une quinzaine), ils sont d'autant plus impres-

sionnants qu'ils ne comprennent pas les mineurs isolés qui sont pourtant eux aussi en danger. Pour permettre à tous de réagir collectivement à cette situation qui devient insoutenable les associations de la Coordination Migrants qui, en Touraine cherchent des réponses aux demandes d'hébergement d'urgence, ont convenu de mettre en commun leurs constats.

À partir du lundi 18 septembre, de façon hebdomadaire et pendant plusieurs semaines pour que tous disposent des mêmes informations et que chaque situation ne soit signalée qu'une seule fois, chacune association concernée établira un relevé hebdomadaire des personnes en demande d'hébergement d'urgence. Ce recensement doit intéresser le Préfet car il a demandé au Collectif Pas d'Enfants à la Rue de lui fournir la liste des personnes vulnérables qu'il identifie.

Louis Barraud  
Chrétiens-Migrants, septembre 2023

## **Mineurs isolés : Utopia 56 installe des tentes devant la mairie de Tours pour dénoncer le manque de places d'hébergement**

Des tentes ont été dressées en plein centre-ville, ce mercredi 13 septembre 2023 devant la mairie de Tours. Par cette action symbolique, l'association Utopia 56 veut interpeller habitants et pouvoirs publics sur le manque de places d'hébergement pour les jeunes migrants non accompagnés.

À Tours, ils sont une dizaine de jeunes migrants, entre 15 et 17 ans, qui restent chaque jour sans solution d'hébergement. C'est-à-dire laissés à la rue. Une situation inacceptable pour Utopia 56, qui se bat au quotidien pour accueillir et accompagner ces jeunes dans leurs démarches pour faire reconnaître leur minorité.

La situation est paradoxale : notre pays s'est donné pour obligation d'accueillir et de protéger tous les mineurs qui se trouvent sur le territoire, quelles que

soient les raisons qui les y aient amenés. À la différence des majeurs, qui sont en principe accompagnés par l'État dans le cadre d'une demande d'asile, les mineurs, eux, sont pris en charge par les Conseils départementaux. La difficulté réside donc dans la reconnaissance, ou non, de leur minorité.

### **Un cas sur deux est réévalué par le juge des enfants**

En Indre-et-Loire, les services du Conseil départemental les reçoivent et évaluent leur âge après un simple entretien d'environ une heure trente. Si la demande de reconnaissance de minorité est rejetée, les jeunes doivent alors se tourner vers le juge des enfants qui procède à un réexamen, en s'aidant notamment de l'étude des papiers s'ils existent, et d'un test os-

seux (examen dont l'exactitude est régulièrement contestée). Environ un cas sur deux est ainsi réévalué.

Le problème, c'est que durant toute cette période d'examen et de réexamen de leur situation, ils sont confrontés à un flou juridique où ils ne peuvent ni être pris en charge par l'État comme les adultes (il leur est ainsi par exemple interdit d'appeler le 115 pour trouver un hébergement d'urgence) ni suivis par le Conseil départemental, tant qu'ils ne sont pas effectivement considérés comme mineurs.

### **Créée en 2020, la maison d'accueil est saturée**

Pour venir en aide à ces jeunes, l'association Utopia 56 a créé, en 2020, une maison des jeunes qui accueille une quinzaine d'entre eux. Quinze autres sont



© Marine Rondonnier / France 3 Centre-Val de Loire

C'est la 2<sup>e</sup> fois depuis cet été qu'Utopia 56 installe des tentes place Jean-Jaurès, au centre-ville de Tours.

hébergés dans des hôtels et une petite dizaine est placée dans des appartements prêtés ou en hébergements solidaires. Faute d'une plus grande capacité d'accueil, les jeunes restants sans solution sont placés dans des tentes sur un terrain en friche du centre-ville. "Pas de toilettes, pas de douche : on ne peut pas laisser ces jeunes dans ces conditions lamentables et laisser les pouvoirs publics se renvoyer la balle en les ignorant comme s'ils n'avaient aucune existence !" plaide Jenny Briant-Mac Gregor, coordinatrice d'Utopia 56 Tours.

Un sentiment partagé par Aboubakar, un jeune Guinéen de 17 ans : "Cela fait deux mois que je vis dans des conditions difficiles. On m'a diagnostiqué une tuberculose et cela devient très compliqué de me traiter dans ces conditions. C'est si difficile qu'il m'arrive de penser au suicide" avoue-t-il.

### Tous "nés quelque part"

Même sentiment de mal-être et de gâchis ressenti par Laminé, autre Guinéen

de 16 ans : "La journée je ne peux rien faire. J'aurais aimé aller à l'école, mais jusqu'à présent cela n'a pas été possible. Cela me fait mal". À 16 ans, Jean-Noël explique pourquoi il est venu de sa Côte d'Ivoire natale : "Si j'ai fui mon pays c'est que là-bas on n'a rien, on n'étudie pas, on ne va pas à l'école, on traîne dans la rue. On ne veut pas de cette vie-là. C'est pour cela que je suis arrivé ici."

### « Ces jeunes, si vulnérables, ont un parcours terrible ; on a l'obligation morale, humaine et éthique de les mettre à l'abri. »

(Ursula Vogt – élue EELV au Conseil départemental 37)

Avec cette action spectaculaire menée aujourd'hui par Utopia 56, il s'agit de rendre plus visible la situation de ces jeunes et de dénoncer ce qu'ils considèrent comme une inaction des pouvoirs publics. Dans les haut-parleurs, la chanson Né quelque part de Maxime le Forestier, terriblement d'actualité.

### Présomption de minorité

Bien sûr, la première revendication est

celle de renforcer le nombre de places d'accueil, pour faire face à l'urgence de la situation et "parce que ces jeunes ont le droit d'être bien accueillis en France" comme le martèle Jenny Briant-Mac Gregor. Mais, pour elle, il faut aller plus loin et adopter ce que l'on appelle la "présomption de minorité" : "Lors de l'arrivée d'un jeune ce ne serait plus à lui de prouver sa minorité, mais au contraire aux pouvoirs publics de prouver qu'il est majeur. Au moins cela nous permettrait de les mettre à l'abri sans attendre une hypothétique reconnaissance". Cette revendication d'une inversion dans l'ordre de la présomption, le député EELV Charles Fournier la connaît bien. Il s'en est même fait porte-parole dans le groupe de travail de l'Assemblée nationale étudiant les conditions d'accueil des mineurs non accompagnés. Selon lui "il faut adopter la présomption de minorité par principe, parce qu'on sait bien que, sinon, les évaluations sont incertaines. Cela éviterait de mettre tout le monde en tension et on pourrait mieux accompagner ces jeunes".

Faute de mieux, Ismaïl, Aboubakar, Laminé, Jean-Noël et les autres retournent chaque soir dormir dans les rues de

Tours. Et ces jeunes ne sont pas les seuls : les organismes chargés d'accueillir les adultes sont eux aussi tellement saturés que le numéro d'urgence 115 ne parvient plus à faire face et des familles entières, avec parfois de très jeunes enfants, sont également priées de passer leurs nuits dehors.

Luc Pérot et Marine Rondonnier  
France3 Val de Loire, 13 septembre 2023

contact : [cerclede silence-tours@orange.fr](mailto:cerclede silence-tours@orange.fr)

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, RESF 37, Emmaüs 100 pour 1, Utopia 56, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, LDH 37, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, des individus en lutte...  
et en mémoire du Père Léon Gahier

**Prochain Cercle de silence : mardi 31 octobre 2023**